

- 2. Formes du désistement
- 3. Effets et portée du désistement
- 4. Dépens
- C. Acquiescement à la demande
- D. Caducité de la citation

Le code de procédure civile distingue les incidents d'instance relatifs à :

- la jonction et à la disjonction d'instances (I) ;
- l'interruption de l'instance (II) ;
- la suspension de l'instance (III) ;
- l'extinction de l'instance (IV).

I. Jonction et disjonction d'instances

1

Lorsque des affaires pendantes devant lui présentent un lien de connexité, le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner la jonction de plusieurs instances. Inversement, il peut prononcer la disjonction d'une instance en plusieurs (art. 367 du code de procédure civile (C. proc. Civ.)). Il s'agit là de « mesures d'administration judiciaire » prises souverainement par les juges du fond.

Toutefois, selon la jurisprudence, la jonction ne peut être prononcée qu'à l'égard des instances qui doivent être suivies selon la même procédure, et parallèlement, la disjonction doit être prononcée si deux demandes introduites par un acte commun doivent être suivies selon des procédures différentes.

II. Interruption de l'instance

A. Causes d'interruption de l'instance

10

Le code de procédure civile opère une distinction entre les événements qui emportent de plein droit interruption de l'instance et ceux qui l'interrompent seulement à compter d'une notification de ces événements faite à l'autre partie.

1. Événements emportant de plein droit interruption de l'instance (C. proc. Civ, art.369)

20

